Réchauffement climatique : que peuvent faire les PME ?

Pierre Christen | 8 Octobre 2018 |

Pour éviter une catastrophe sociale et environnementale, les experts du GIEC viennent de rendre leurs conclusions : il faut atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Un enjeu politique planétaire. Que peuvent faire les PME agroalimentaires ? Éléments de réponse avec l'expert Antoine Bonduelle, qui co-rédigé un rapport du Conseil économique, social et environnementale.

Commandé par l'ONU lors des accords de Paris, le dernier rapport du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, vient d'être rendu public en Corée du Sud ([Lire la synthèse ici](#), en anglais). Il servira de support aux négociations prévues dans le cadre de la COP24 de Katowice en décembre.

Selon les experts, qui s'appuient sur 6 000 études scientifiques, le réchauffement climatique va trop vite ! Ils décrivent les dangers dont l'occurrence risque de s'intensifier : vagues de chaleur, fonte des glaces, montée des eaux océaniques, pluies torrentielles, perte de biodiversité, abaissement des rendements agricoles, etc. Pour éviter cette catastrophe sociale et environnementale, ils estiment qu'il faut stabiliser le réchauffement climatique à +1,5°C par rapport à la période pré-industrielle. Ce qui exige d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

«Le rapport se veut cependant optimiste, il montre que l'objectif est atteignable, car les progrès techniques rendent possible l'objectif du zéro carbone », commente le consultant Antoine Bonduelle, un des seuls relecteurs francophones du rapport, et qui collabore avec de grandes ONG environnementales internationales.

Comment interpréter cet enjeu politique d'envergure planétaire à l'échelle des entreprises agroalimentaires, et en particulier des plus petites d'entre elles ? «Beaucoup de PME considèrent que la neutralité carbone est un enjeu stratégique, mais elles estiment manquer de moyens et de temps pour la mettre en place. C'est pourquoi le CESE (Conseil économique, social et environnemental) a publié une série de préconisations», répond Antoine Bonduelle, membre de ce « Sénat des professionnels ».

Intégrer le critère Carbone à la gestion comptable des entreprises

Ce document ([Lire ici](#)) met l'accent sur l'intégration du critère Carbone dans la gestion des entreprises.

Antoine Bonduelle met l'accent sur la nécessité de rendre les bilans Carbone les plus objectifs possibles. "Beaucoup d'outils ne l'appréhendent pas bien, il y a besoin de chiffres fiables», commente-t-il. C'est pourquoi le Cese préconise la mise à disposition par tous les fournisseurs de logiciels de comptabilité-gestion d'une option intégrant le bilan carbone, adaptée aux usages des TPE et PME dès 2020. Une mesure accompagnée par le développement de formations initiales et continues dédiées aux métiers de gestion et de comptabilité et aux dirigeants, avec un caractère obligatoire pour les experts comptables. « Il y a besoin de chiffres qui soient opposables, il faut se préparer à un univers où le carbone est un critère sérieux, plus précis et objectivable que la RSE », explique-t-il. Il cite l'exemple du groupe Danone qui a investi dans un logiciel spécifique.

Développer l'auto-production en énergies renouvelables

Le rapport préconise aussi de dynamiser les dispositifs de financements des investissements neutres en carbone ainsi que la mise en place d'une politique fiscale incitative. Il propose par exemple d'expérimenter une TVA à taux réduit sur certains produits à faible émission ou boucle locale. « Le secteur agroalimentaire

ne pourra éviter d'être confronté à des règles plus sévères », pointe le consultat. Ce qui concrètement renvoie à la question de l'investissement dans les énergies renouvelables. « C'est désormais avéré : les panneaux solaires et l'éolien sont des sources d'énergie moins chères que les sources carbonées. Ce n'était pas vrai il y a dix ans », indique-t-il. Ce qui devrait favoriser l'auto-production sur site. « Plutôt que de payer une mise en réseau, il vaut mieux faire soi-même son énergie. C'est un défi qu'il faut relever désormais », poursuit-il, avant de pointer des aberrations qu'il constate encore : une sucrerie alimentée au charbon, la présence persistante du fuel... « Et surtout, la dépendance au gaz, dont le prix est attractif pour l'instant, ce qui n'incite pas à changer. La France a raté la révolution agri-agro du biogaz que l'Allemagne a engagée, ce qui leur a permis de nous tailler des croupières », analyse-t-il.

Aller vers des solutions décarbonées passe-t-il par le nucléaire ? « Cette question est tranchée ! On sait que l'on ne va pas augmenter notre part de nucléaire. Dans le Nord de la France, nous sommes entourés par six centrales qui sont en-dessous du niveau de la mer... En revanche, nous savons déjà que l'éolien off shore est déjà très nettement moins cher que le nucléaire ancien », répond-il. Tout conduit cependant à la montée en puissance de la source d'énergie électrique pour toutes les activités. « Le rapport du Giec prévoit 50 % en 2050 et 75 % en fin de siècle », conclut-il.

Source : www.processalimentaire.com